



## FRANCE

## TRANSIDENTITÉ

# A l'école, la difficile prise en compte des élèves trans

Les jeunes en transition bousculent une institution normative et genrée

**J'** ai une élève qui ressemble physiquement à un garçon (habillement, comportement physique, coupe de cheveux). Comment l'accompagner dans sa recherche d'identité? Je dois la recevoir prochainement. Comment entamer l'entretien, par exemple? » « D'où vient la transidentité? Est-elle le résultat d'une construction sociale ou d'un fonctionnement biologique, ou les deux? » « J'entends dire que les personnes trans, après avoir fait leur coming out, auraient un fort taux de suicide. Est-ce la réalité? »

Derrière leur écran d'ordinateur, une soixantaine de personnels de l'académie de Reims (Marne) participent à un webinar intitulé « Pour une meilleure prise en compte des élèves LGBTQ à l'école », en cet après-midi d'octobre. Ils sont enseignants, assistantes sociales, infirmières, conseillers principaux d'éducation, et s'interrogent sur comment accompagner au mieux les élèves concernés. Beaucoup de questions tournent autour de la transidentité, auquel les deux intervenantes, la sociologue du genre Gabrielle Richard et la professeure en sciences de la vie et de la Terre, et experte sur ces thématiques, Mika Alison, consacrent une grande partie de la session.

Le personnel des collèges et des lycées voit régulièrement, désormais, des élèves en transition. « Un ou deux par année », estime un proviseur d'un lycée francilien d'un millier d'élèves. « Un effet de mode? », demande un participant au webinar. Certainement pas, répondent les intervenantes. Mika Alison, autrice de *Vivre sa transidentité à l'école. Parcours et point de vue d'une transeignante* (Double ponctuation, 150 pages, 16 euros), retrace son parcours de femme trans pour en témoigner : « J'ai commencé à m'identifier au féminin en classe de première, mais jamais l'idée d'en parler publiquement ne me serait venue il y a vingt ans. » Pour la presque quadragénaire, « tout a changé avec les réseaux sociaux » : « Les jeunes ont désormais accès à des connaissances et à une communauté en ligne. La possibilité de se vivre et de se dire trans est plus facile aujourd'hui. »

Face à cette nouvelle génération, proviseurs et principaux, au premier chef, reçoivent ces dernières années des demandes jugées inédites dans une institution scolaire très normative et genrée. Il y a, par exemple, ce chef d'établissement breton qui se souvient de « cette jeune fille qui veut devenir garçon » et souhaite de ce fait dormir dans une cham-

bre de garçons lors d'un voyage scolaire; cette proviseure francilienne désarçonnée par la demande de changement de prénom d'un autre garçon trans ou cette conseillère principale d'éducation parisienne qui s'est battue pour qu'un élève garçon puisse porter vernis à ongles, maquillage et sac à main dans l'établissement, malgré les réticences de ses collègues.

Depuis octobre 2021, une circulaire donne un cadre à l'accueil des élèves transgenres. Le suicide d'une lycéenne trans, à Lille en décembre 2020, est venu démontrer, s'il le fallait, l'urgence de prendre en considération ces jeunes. Selon une étude de l'IFOP, réalisée en 2018 pour la Fondation Jean Jaurès et la délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT, 72 % des jeunes trans ont vécu une « mauvaise » ou « très mauvaise » expérience scolaire. La circulaire est sans appel : « La transidentité est un fait qui concerne l'institution scolaire [car l'école] promeut le respect d'autrui. » Le Conseil d'Etat a rejeté, en septembre, la demande d'annulation du texte pour « excès de pouvoir », l'estimant conforme à la loi.

## Au cas par cas

Avec ce texte, aucun certificat médical ne doit être demandé aux





élèves en transition pour justifier leur démarche, le changement de prénom est possible pour la vie interne de l'établissement avec l'accord des deux parents, les règles sur les tenues vestimentaires doivent être indifférenciées selon le genre, et l'usage des espaces d'intimité (toilettes, vestiaires, dortoirs) s'apprécie au cas par cas selon les demandes des élèves et les possibilités de l'établissement. « Chaque situation est singulière », insiste la circulaire. Un cas par cas qui « n'est pas toujours facile à appréhender » pour le personnels de l'éducation nationale, « ils voudraient avoir une liste de choses précises à faire, à cocher », remarque Mika Alison.

Même si elle ne règle pas tout, cette circulaire vient « remplir un vide » et apporte « une légitimité » aux demandes venant des élèves, selon Gabrielle Richard, autrice d'*Hétéro, l'école ? Plaidoyer pour une éducation anti-oppressive à la sexualité* (Remue-ménage, 2019). La relation avec les parents reste un point complexe à gérer pour les équipes éducatives, le changement de prénom étant conditionné à l'accord des deux parents, selon les textes officiels.

Gwenaél Surel, proviseur à Nantes et l'un des responsables du syndicat de chefs d'établissement SNPEN-UNSA, se souvient de cette lycéenne en souffrance qui souhaite être identifiée comme un garçon et dont les résultats scolaires baissent à vue d'œil tant elle est aux prises avec cette quête identitaire. Le chef d'établissement propose alors un rendez-vous à ses parents pour en discuter. « Pour la première fois, la famille a parlé du sujet dans mon bureau et l'ambiance était plutôt houleuse. Trouver la bonne posture n'est pas simple, tant on touche à l'intime dans ces moments-là », souligne le proviseur nantais.

Néanmoins, des incompréhensions demeurent. Même si « des

progrès ont été effectués par l'éducation nationale », Gabrielle Richard s'en aperçoit : « Les jeunes trans se plaignent plus des adultes que des élèves dans la sphère scolaire : de leur manque d'information, de l'absence de visibilité qu'ils accordent à l'identité de genre, mais aussi de leurs préjugés. »

Beaucoup dépend alors de la « bonne volonté » des équipes éducatives et des dissensions peuvent se faire jour. Ludivine, référente égalité dans un collège francilien qui souhaite rester anonyme, en a fait l'expérience. Elle a essayé d'accompagner Antoine, garçon trans, pour son changement de prénom. Le collégien s'interroge sur son identité depuis la 5<sup>e</sup>. « Assigné fille à la naissance, je me suis d'abord senti non binaire puis garçon », explique Antoine. Son look évolue au fur et à mesure de cette prise de conscience. « En 6<sup>e</sup>, je m'habillais avec des jupes et des robes. Je me suis mis à porter de plus en plus de pantalons et de vêtements larges pour cacher mes formes. Mes camarades de classe m'ont posé des questions, mais j'ai décidé de vraiment en parler seulement l'année dernière, en 4<sup>e</sup> », détaille l'élève, aujourd'hui en 3<sup>e</sup>. Il veut alors changer de prénom pour le faire correspondre à son identité. Il va voir Ludivine, qu'il juge « ouverte d'esprit », et rencontre aussi la psychologue, l'infirmière, la cheffe d'établissement, mais la professeure principale fait un blocage.

#### « Je marche sur des œufs »

« J'ai relancé cette enseignante plusieurs fois de visu puis par mail. J'ai relayé des ressources et aussi une formation à distance sur les questions de genre. En vain », déplore Ludivine. Pour ne pas braquer sa collègue et ne pas faire du collégien un bouc émissaire, Ludivine renonce, jusqu'à la rentrée suivante, où le nouveau professeur principal,

plus réceptif, envoie un mail à l'ensemble de ses collègues afin que chacun utilise le bon prénom. Ils se mettent d'accord pour qu'Antoine continue à utiliser les toilettes des filles et se change dans un vestiaire individuel. « Cela me soulage beaucoup. Je me sens plus épanoui », affirme le collégien, qui espère ne pas avoir à recommencer tout ce processus au lycée.

Ludivine, elle, se montre un brin amère face aux réticences de ses collègues : « Je marche sur des œufs si je veux vraiment faire avancer les choses. La circulaire ne s'accompagne pas d'une formation obligatoire sur les questions de genre. Or tous les personnels devraient recevoir un bagage minimum sur ces questions. » Un point de vue qui rejoint les interrogations d'une participante à la fin du webinar : « Comment convaincre nos collègues réticents ? Ce n'est pas eux qui vont s'inscrire à une telle formation. » ■

SYLVIE LECHERBONNIER

## « LES JEUNES TRANS SE PLAIGNENT PLUS DES ADULTES QUE DES ÉLÈVES DANS LA SPHÈRE SCOLAIRE »

GABRIELLE RICHARD  
 autrice

